
Comment votent les Américaines ?



Laurence Nardon

Septembre 2015

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

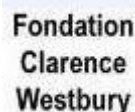
Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte
n'engagent que la responsabilité de l'auteur.*

Le programme États-Unis de l'Ifri publie une collection de notes en ligne nommées « Potomac Papers ». Revues par des experts avant publication, ces notes présentent des analyses de la politique américaine dans tous les domaines, ainsi que des évolutions sociales et des grands débats en cours aux États-Unis. Ces *Policy Papers* sont publiés soit en français soit en anglais avec un résumé d'une page dans les deux langues. La collection est éditée par Laurence Nardon, responsable du Programme États-Unis de l'Ifri.

Le programme États-Unis reçoit le soutien de :

 VIEL & Cie

 Fondation
Clarence
Westbury

ISBN : 978-2-36567-438-6

© Tous droits réservés, Ifri, 2015

Ifri
27, rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE
Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60
Email : accueil@ifri.org

Ifri-Bruxelles
Rue Marie-Thérèse, 21
1000 – Bruxelles – BELGIQUE
Tél. : +32 (0)2 238 51 10
Fax : +32 (0)2 238 51 15
Email : bruxelles@ifri.org

Website : ifri.org

Auteur

Laurence Nardon dirige le programme États-Unis de l'Ifri. Elle édite la collection de notes en ligne des *Potomac Papers* et écrit chaque année sur les questions américaines dans le rapport de l'Ifri, le *Ramsès*. Ses recherches portent actuellement sur les évolutions de la pensée politique américaine en ce qui concerne le rôle des États-Unis dans le monde. Elle est également maîtresse de conférences à Sciences Po Paris, où elle enseigne sur la société civile américaine.

Avant de rejoindre l'Ifri, Laurence Nardon a été chargée de recherches à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS), puis, de 2001 à 2003, Visiting Fellow au *Center for Strategic and International Studies* (CSIS) à Washington.

Laurence Nardon est docteur en science politique de l'Université de Paris 1. Elle a étudié à l'Université du Kent à Canterbury après avoir reçu son diplôme de Sciences Po Paris. À l'automne 2000, elle a été Fulbright Scholar à George Washington University à Washington.

Executive summary

Are women going to vote massively for Hillary Clinton in 2016, the same way African-Americans voted for Barack Obama in 2008 and 2012?

American women, especially when members of a minority, tend to vote more than men for Democratic candidates. Topics on which this gender gap is particularly strong are the reluctance to send troops overseas and to condone environmentally risky practices, and, to a lesser extent, the support of redistributive policies and of some progressive moral values.

However, the identification process of minority voters with a candidate hailing from their ranks is limited: only voters that are Independent or undecided will join the candidate's electorate in voting for him or her. Voters that consider themselves to be affiliated with the opposite camp will not cross party lines to vote for a candidate from their population group.

Hillary Clinton will probably not define her image around her gender in the present campaign, be it by adopting a masculine stance (her mistake in 2008), or by focusing on women's issues. Indeed, the strength of her candidacy is linked to the way she can represent Americans of all stripes.

Nonetheless, Clinton will have to prepare specific talking points to accommodate the different subgroups of the feminine electorate. She will certainly direct part of her narrative towards white women, a segment of the electorate in which she stands to gain numerous voters.

Women's issues are not equally present in the U.S. political debate. Whereas reproductive rights are regularly brandied during electoral campaigns, other issues of public debate such as working conditions, paid maternity leave or childcare mostly stay outside the political arena.

Although the academic debate currently tends to focus on Gender Theory, feminism remains active either through online issue-focused activism or through the theory of Intersectionality, held forth by self-described Black feminists.

Ce qu'il faut retenir

Les femmes vont-elles voter massivement en faveur d'Hillary Clinton en 2016, de la même manière que les Africains-Américains ont voté pour Barack Obama en 2008 et 2012 ?

Les Américaines, surtout lorsqu'elles sont issues de minorités, votent plus largement que les hommes en faveur du Parti démocrate. Les thèmes sur lesquels ce *gender gap* s'exprime le plus sont le refus des engagements militaires à l'étranger et des risques liés à l'environnement et, dans une moindre mesure, le soutien des politiques sociales et de certaines évolutions des mœurs.

Cependant, l'identification minoritaire ne joue que de façon limitée lors des scrutins : seuls les électeurs indécis ou indépendants rejoignent l'électorat d'un candidat qui leur ressemble. Les électeurs du parti adverse ne changent pas d'obédience pour voter en sa faveur.

Hillary Clinton ne devrait pas cette fois-ci construire son image en fonction de son genre – que ce soit en projetant une image trop masculine (son erreur de 2008) ou en se limitant aux thèmes du féminin. La force de sa candidature tiendra à l'inverse à sa capacité à représenter l'ensemble de la population américaine.

La candidate devra toutefois préparer un discours particulier pour les différents sous-groupes de l'électorat féminin. Elle concentrera vraisemblablement une partie de son « narratif » de campagne sur l'électorat des femmes blanches, au sein duquel elle a beaucoup à gagner.

Les sujets liés au féminin (*women's issues*) sont diversement présents dans le débat politique américain. Alors que les questions de contraception et d'avortement sont régulièrement agitées lors des campagnes électorales, le débat public sur le travail des femmes, l'encadrement des congés maternité et le mode de garde des enfants reste hors du champ politique.

Si la théorie du genre semble aujourd'hui prendre le pas sur le féminisme, ce dernier se réinvente sur des créneaux de niche, grâce au militantisme en ligne et à la théorie des « oppressions multiples » portée par les féministes noires.

Table des matières

INTRODUCTION	5
L'ACQUISITION DU DROIT DE VOTE	7
LE GENDER GAP DANS LES ÉLECTIONS DE 2012 ET DE 2014	12
Les politiques de redistribution sociale et d'immigration	15
Les interventions militaires et l'environnement	15
Entre compassion et aversion au risque : le gender gap sur les valeurs morales	18
LES DÉBATS DE SOCIÉTÉ EN 2016	20
Contraception et avortement, otages du débat gauche/droite	20
<i>La war on women, une tactique électorale démocrate</i>	<i>21</i>
<i>Les féminismes de droite</i>	<i>23</i>
Comment équilibrer travail et famille ?	25
<i>L'État fédéral doit-il se mêler de family leave et de childcare ?</i>	<i>28</i>
Le « F-word » aujourd'hui	29
<i>Entre pop feminism et e-feminism</i>	<i>30</i>
<i>La dénonciation des « oppressions multiples »</i>	<i>31</i>
LA CAMPAGNE D'HILLARY CLINTON	33
Le vote minoritaire	33
Des choix de campagne décisifs	36
<i>Service minimum auprès des Africaines-Américaines</i>	<i>36</i>
<i>Un récit apaisé face aux médias conservateurs</i>	<i>37</i>

Introduction

Lors de chaque campagne électorale, les instituts de sondage s'attachent à analyser le comportement électoral des différents segments de la population. Les Latinos, les « Caucasiens » et les Africains-Américains, mais aussi les urbains et les ruraux ou les diplômés et non-diplômés sont ainsi étudiés de près. La population est également analysée en fonction des tranches d'âge, des niveaux de revenus, de l'appartenance religieuse, etc. L'une de ces minorités suivies avec attention par les analystes politiques est celle des femmes.

Les femmes constituent un sujet complexe et dynamique de la sociologie électorale américaine. Depuis quelques décennies, à la différence des hommes, elles votent en majorité pour les démocrates. Cela s'est encore vérifié lors des *midterms* de novembre 2014 : 51 % des femmes ont voté démocrate contre 47 % pour les républicains, alors que 41 % des hommes votaient démocrate contre 57 % votant républicain¹. C'est ce que l'on appelle le *gender gap*.

Les électrices forment cependant un ensemble extrêmement divers. De la *soccer mom* blanche et conservatrice des banlieues aisées à la *single mom* latino cumulant plusieurs emplois à temps partiel, en passant par la jeune célibataire urbaine typique des séries télé, il est impossible d'observer un comportement politique commun.

Or, les Américaines montrent à la fois un taux de participation aux élections et un taux d'indécision (*swing vote*) plus élevé que l'électorat masculin. La combinaison de ces deux facteurs est intéressante pour les deux grands partis, toujours en mal d'électeurs. Démocrates et républicains les courtisent donc de près lors de chaque campagne électorale.

La campagne de 2016 est particulière de ce point de vue, puisque Hillary Rodham Clinton (HRC) se présente pour le Parti démocrate. Les femmes vont-elles voter en masse pour H. Clinton, de la même manière que les Africains-Américains ont plébiscité Obama en 2008 et 2012 ? Plus largement, peut-on déceler un vote

1. Sondages de sortie des urnes pour les élections à la Chambre des représentants, cités par CNN Election 2014 (cnn.com). Il y a deux manières d'interroger les chiffres pour mesurer le *gender gap* : a) Sur 100 électrices, quel est le pourcentage de bulletins démocrates, républicains, indépendants, blancs ou nuls (c'est la mesure présentée ici) ; b) Dans l'autre sens, sur 100 suffrages exprimés pour un même parti, quel est le pourcentage de votes masculins et féminins.

particulier des femmes sur les grands sujets politiques ou de société ? Le caractère polarisant de l'épouse de l'ancien président Bill Clinton et les stratégies de vote complexes des électrices fournissent une réponse nuancée.

Au-delà de la problématique électorale de 2016, le comportement politique des Américaines doit être replacé dans le cadre des grands débats sur les valeurs et/ou le genre, débats qui restent vifs dans le pays et qui révèlent des approches parfois bien différentes de leurs équivalents européens.

L'acquisition du droit de vote

Un droit présent avant 1920

Le suffrage féminin a existé de façon très parcellaire avant l'amendement à la Constitution qui l'établit au niveau fédéral en 1920.

La Constitution de 1787 ne précise pas clairement qui détient le droit de vote aux États-Unis – c'est aux États de définir leur corps électoral². Dans les premières années de la République, ces derniers l'accordent en général aux hommes blancs propriétaires – mais il y a des exceptions. Déjà, à la période coloniale, certaines veuves propriétaires terriennes avaient pu conserver et exercer le droit de vote de leur mari dans quelques villes du Massachusetts et quelques comtés de l'État de New York³. Après la déclaration d'indépendance en 1776, les femmes propriétaires votent dans le Massachusetts, le New Hampshire, New York et le New Jersey. De même, les hommes noirs libres peuvent voter dans le New Jersey, la Pennsylvanie et le Connecticut.

La solidification de la jeune république après 1787 s'accompagne d'une montée en puissance des institutions fédérales, d'une certaine centralisation et uniformisation des pratiques. Les exceptions dont bénéficiaient quelques catégories de population sont peu à peu révoquées. Les femmes du New Jersey auront tout de même continué à voter jusqu'en 1807⁴.

Le suffrage féminin est formellement réclamé par les participant(e)s à la première convention féministe qu'ont connue les États-Unis, à Seneca Falls dans l'État de New York en 1848. C'est le début de ce que l'on a appelé le féminisme « de première vague », qui voit ses militantes réclamer les droits politiques et civiques, au premier rang desquels le droit de vote⁵. Cette revendication s'inscrit aussi dans une prise de conscience politique plus large des

2. Le principe d'autonomie des États dans la définition du droit de vote de leurs citoyens demeure, mais il est dans les faits très encadré aujourd'hui par certains amendements constitutionnels, lois-cadres fédérales et arrêts de la Cour suprême.

3. Alexander Keyssar, *The Right to Vote, The Contested History of Democracy in the United States*, Basic Books, 2009.

4. Keyssar, *op.cit.*, p. 54.

5. Les suffragettes américaines ont leurs émules en Europe. Cf. Page Robinson, « "I'm Not a Feminist, But..." », a Comparative Analysis of the Women's Movement in the United States and France », *Potomac Paper* n°4, septembre 2010.

Américaines pendant la seconde moitié du XIX^e siècle. En effet, leur engagement se cristallise autour d'un certain nombre de réformes sociales qui seront ensuite reprises et défendues par les grandes figures de l'ère progressiste, entre les années 1890 et 1920.

Dans le cadre des églises, des écoles ou d'autres associations de la société civile, les femmes sont ainsi dès le milieu du siècle à l'avant-garde des Ligues de tempérance pour l'interdiction de l'alcool, qui fait alors de véritables ravages dans le pays. Les femmes s'investissent aussi fortement dans le combat abolitionniste porté par le Parti républicain à partir de 1854⁶. Beaucoup considèrent en effet que l'émancipation des esclaves répond aux mêmes fondements philosophiques et religieux que l'attribution du droit de vote aux femmes. Les deux combats doivent être menés de front. Cependant, à la fin de la guerre de Sécession, le Parti républicain victorieux décidera de concentrer son action sur la cause du vote des Noirs. « Une question à la fois. Cette heure appartient au Noir », selon les termes de l'abolitionniste Wendell Phillips. Les femmes devront attendre 1920 pour être pleinement citoyennes⁷.

Le suffrage féminin avait pourtant été établi dans certains territoires et États du grand Ouest dès leur création. Le territoire du Wyoming accorde le droit de vote aux femmes en 1869, le territoire de l'Utah en 1870⁸, l'État du Colorado en 1893. Plusieurs explications sont proposées à ce progressisme : l'éthique égalitaire qui règne dans les territoires si hostiles de la Frontière ; la nécessité d'attirer les femmes, au départ trop peu nombreuses dans ces régions ; ou enfin des considérations d'ordre politique : les femmes, souvent partisans de la fermeture des saloons, d'une pratique religieuse affirmée et de relations sociales moins violentes, avaient un vote stabilisateur extrêmement précieux pour la conduite des affaires publiques dans le grand Ouest⁹.

Par ailleurs, un certain nombre de femmes ont pu se présenter à des élections avant 1920. Il s'agissait le plus souvent d'élections locales (conseil des écoles, municipalités, législature des États), mais aussi d'élections nationales. Dans ce dernier cas, leurs candidatures étaient alors illégales et destinées à faire entendre la cause suffragiste. Le site « Her hat was in the Ring » recense ainsi 3 300 candidatures féminines entre 1850 et 1920¹⁰.

6. Fondé dans le Wisconsin en 1854, le Parti républicain prône au départ l'abolitionnisme et le fédéralisme. C'est en réaction au New Deal, dans les années 1930, qu'il adopte un programme conservateur.

7. Keyssar, *op. cit.*, p. 177.

8. Le *Edmunds-Tucker Act* de 1887 rejette le droit de vote des femmes dans le territoire de l'Utah (parmi d'autres mesures destinées notamment à interdire la polygamie chez les Mormons). Lorsque l'Utah devient un État en 1896, le droit de vote des femmes est rétabli.

9. Alan P. Grimes, *The puritan ethics and woman suffrage*, New York, Oxford University Press, 1967. Keyssar, *op. cit.*, p. 186.

10. Cf. <www.herhatwasinthering.org>.

La crainte d'un vote social

Si le terme de *gender gap* n'apparaît que dans les années 1980, sous la plume des militantes de la *National Organization for Women* (NOW)¹¹, l'idée d'un vote féminin spécifique est pourtant très ancienne. En effet, dès les premiers débats sur le suffrage féminin, de nombreux observateurs supposent que les femmes vont voter différemment des hommes. Dans le contexte de la seconde moitié du XIX^e siècle, ils craignent que les Américaines ne votent toutes comme les militantes de la première vague et de l'ère progressiste.

Dès lors, et jusqu'à leur défaite en 1920, les grands intérêts industriels et manufacturiers américains (abattoirs, mines, etc.) se sont opposés au suffrage féminin, dont ils craignaient les effets sur l'encadrement du travail des enfants et des femmes. Le Parti démocrate s'est également élevé contre cette revendication, car les mouvements féminins proposaient de lutter contre les « machines politiques » clientélistes mises en place par ce parti dans les grandes villes. Les producteurs d'alcool s'y opposaient encore plus farouchement, car la prohibition des boissons alcoolisées était l'une des principales revendications des mouvements fortement féminins de tempérance¹².

En 1917, le 18^e amendement à la Constitution interdit la consommation d'alcool dans tout le pays. Il sera révoqué en 1933. En 1920, le 19^e amendement accorde le droit de vote aux femmes.

Une participation tout d'abord en retrait

Au lendemain de l'adoption du suffrage féminin, les membres du Congrès cherchent à plaire à ce nouvel électorat et, encouragés par les diverses associations féminines de l'époque, adoptent un ensemble de lois sociales : le *Sheppard-Towner Act* de 1921 apporte un soutien fédéral aux programmes de santé et d'instruction néonatale pour les jeunes mères ; le *Cable Act* de 1922 permet aux Américaines de conserver leur nationalité si elles épousent un étranger ; le *Packers and Stockyard Bill* de 1921 renforce le contrôle des abattoirs pour mieux protéger les consommateurs ; en 1924, une proposition d'amendement autorisant le Congrès à encadrer le travail des mineurs est déposée.

11. Le terme de *gender gap* est popularisé par la journaliste du *Washington Post* Judy Mann, à partir de 1981.

12. En France à la même époque, les partis de gauche s'opposaient aussi au suffrage féminin, car ils craignaient que les femmes ne votent pour les partis conservateurs, « comme leur curé ». Les partis de droite s'y opposaient pour leur part du fait de leur conception traditionnelle de la famille. On comprend pourquoi les Françaises n'ont voté qu'en 1946.

De même, dans les années 1930, le Parti démocrate courtisera l'électorat féminin pour renforcer le soutien populaire aux mesures du *New Deal* du président Roosevelt. Son épouse Eleanor Roosevelt sera l'une des porte-paroles de cet effort électoraliste.

Mais en réalité, l'implication politique des femmes sur ces sujets sociaux n'est pas vérifiée au lendemain de l'obtention du droit de vote en 1920. En effet, les femmes commencent lentement à exercer ce droit. Seul un tiers des femmes en âge de voter participe au scrutin présidentiel de 1920, et sur des lignes similaires à celles des hommes de leur milieu socio-économique¹³. Les taux de participation ne se rejoindront que dans les années 1960. Ce n'est que depuis les années 1980 que le taux de participation électorale des femmes est supérieur à celui des hommes.

L'avantage aux Républicains

Jusqu'aux années 1960, les Américaines sont pour beaucoup femmes au foyer (64,5 % en 1956). Il s'agit d'un électorat assez conservateur et les femmes votent en majorité pour le Parti républicain. Pour leur part, les hommes sont alors très présents dans les emplois manufacturiers (64,8 % en 1956). Encadrés par de puissants syndicats, ils votent donc plutôt démocrate¹⁴. Ainsi, lors des présidentielles de 1956, 61 % des femmes choisissent le candidat républicain Eisenhower contre 55 % des hommes¹⁵.

Cet équilibre se modifie à partir du milieu des années 1960. À cette époque, un certain nombre d'hommes cessent de voter pour le Parti démocrate, car ils ne se reconnaissent pas dans le projet de Grande société du président Johnson et l'importance accrue qu'il accorde à la redistribution sociale. Cet éloignement est encore plus marqué chez les hommes blancs du Sud qui s'opposent par surcroît au combat pour les droits civiques¹⁶. Dans les années 1990, les femmes commencent à rallier le Parti démocrate de manière significative, attirées par les politiques défendues par le parti sur les questions de mœurs.

Le basculement des préférences homme/femme en politique émerge timidement avec l'élection du démocrate Johnson en 1964, choisi par 62 % des femmes et 60 % des hommes¹⁷. À partir de l'élection de Reagan en 1980, le *gender gap* s'installe clairement,

13. Julie Dolan, Melissa Deckman, Michele L. Swers, *Women and Politics, Paths to Power and Political Influence*, 2^{nde} édition, Longman, 2011, p. 58.

14. Dolan, *op. cit.*, p. 59.

15. Dernier sondage Gallup pré-élection. Chiffres cités dans Lydia Saad, « Big Gender Gap Distinguishes Election 2000 », Gallup, 22 mai 2000.

16. Dolan, *op. cit.*, p. 60.

17. Dernier sondage Gallup pré-élection. Chiffres cités dans Lydia Saad, « Big Gender Gap Distinguishes Election 2000 », Gallup, 22 mai 2000.

avec huit points de différence cette année-là : 45 % des femmes votent Carter contre 37 % des hommes, 46 % des femmes votent Reagan contre 54 % des hommes¹⁸.

18. Sondage de sortie des urnes *CBS News/New York Times* cité dans le *New York Times* du 9 novembre 1980.

Le *gender gap* dans les élections de 2012 et de 2014

Un *gender gap* d'environ dix points en faveur des démocrates est chose courante à l'heure actuelle. Lors des présidentielles de 2012, B. Obama a recueilli 45 % du vote masculin et 55 % du vote féminin, tandis que Mitt Romney recueillait 52 % du vote masculin et 44 % du vote féminin¹⁹. De même, lors des *midterms* de novembre 2014, 51 % des femmes ont voté démocrate contre 41 % des hommes, alors que 47 % d'entre elles votaient républicain contre 57 % des hommes²⁰.

La préférence des femmes pour les démocrates est particulièrement prononcée chez les diplômées et les CSP hautes. Selon certains experts, les femmes éduquées préfèrent les politiques égalitaires et progressistes des démocrates, car elles sont victimes au premier chef des inégalités de poste et de salaire causées par le « plafond de verre ». D'autres chercheurs estiment cependant que ce *gender gap* particulier devrait disparaître. En effet, les femmes travaillant à des postes élevés partagent les expériences et la vision de leurs collègues professionnels masculins et devraient logiquement finir par voter comme eux (c'est-à-dire pour les républicains)²¹.

De même, la préférence démocrate est très forte chez les femmes non-mariées (67 % pour Obama en 2012). Beaucoup d'entre elles sont des mères célibataires, à l'autre bout de l'échelle sociale par rapport aux diplômées évoquées ci-dessus. Très vulnérables du point de vue économique, elles votent pour le maintien des politiques sociales défendues par le camp démocrate. Les femmes mariées, en revanche, ont préféré Romney en 2012 (53 % de leurs suffrages). Seules 46 % d'entre elles ont voté pour Obama, soit une différence de 21 points pour ce candidat entre femmes mariées et non-mariées. Un décalage similaire est noté entre les hommes célibataires et les hommes mariés (*cf.* tableau ci-dessous). C'est le *marriage gap*.

On voit donc que, si le *gender gap* existe bel et bien, il pâlit en comparaison des préférences de vote exprimées par d'autres catégories de la population. Le groupe ethnique et le niveau de

19. Sondages de sortie des urnes conduit par Edison Research pour le *National Election Pool* (ABC News, Associated Press, CBS News, CNN, Fox News et NBC News), novembre 2014.

20. Sondages de sortie des urnes pour les élections à la Chambre des représentants, cités par CNN Election 2014 (*cnn.com*).

21. Dolan, *op. cit.*, p. 60-61.

revenu entraînent des différences de vote beaucoup plus marquées : 93 % des Africains-Américains et 71 % des Latinos ont voté pour Obama en 2012 contre 39 % des Blancs ; 63 % des plus pauvres contre 42 % des plus riches ont fait le même choix. Des différences similaires s'expriment entre les habitants des villes et des campagnes (respectivement 69 % et 37 % pour Obama) et les tenants des différentes religions : 69 % des juifs ont choisi le candidat démocrate contre seulement 21 % des évangéliques blancs, de loin la catégorie la plus hostile au président²².

Élections présidentielles 2012²³

	Barack Obama	Mitt Romney	% des votants
TOTAL	51 %	47 %	100 %
<i>Gender gap</i>			
Hommes	45 %	52 %	47 %
Femmes	55 %	44 %	53 %
<i>Race gap</i>			
Blancs	39 %	59 %	72 %
Noirs	93 %	6 %	13 %
Latinos	71 %	27 %	10 %
<i>Marriage gap</i>			
Hommes mariés	38 %	60 %	29 %
Femmes mariées	46 %	53 %	31 %
Hommes non-mariés	56 %	40 %	18 %
Femmes non-mariées	67 %	31 %	23 %
<i>Niveau de revenu</i>			
Revenu familial inférieur à 30 000 \$	63 %	35 %	20 %
Revenu familial supérieur à 250 000 \$	42 %	55 %	4 %
<i>Appartenances religieuses polarisantes</i>			
Juifs	69 %	30 %	2 %
Évangéliques blancs	21 %	78 %	26 %
<i>Habitat</i>			
Villes de +500 000 habitants	69 %	29 %	11 %
Rural	37 %	61 %	14 %

Par ailleurs, le groupe des femmes n'est pas homogène. Comme on l'a vu, une majorité de femmes mariées vote républicain. Sur les trois dernières élections présidentielles, les femmes blanches

22. Romney a fait pire auprès des Africains-Américains, recueillant seulement 6 % de leurs suffrages.

23. Sondages Edison Research, *op. cit.*, novembre 2014.

ont également voté républicain (cf. tableau ci-dessous). Au final, Obama a bien reçu 55 % du vote féminin dans son ensemble, mais c'est parce que 96 % des Africaines-Américaines, 76 % des Latinas et 66 % des femmes Asiatiques avaient voté pour lui.

Le vote des femmes blanches²⁴

	Candidat républicain	Candidat démocrate
2004 (Bush/Kerry)	55 %	44 %
2008 (McCain/Obama)	53 %	46 %
2012 (Romney/Obama)	56 %	42 %

S'il faut relativiser l'importance du *gender gap* par rapport à d'autres types de *gaps*, il reste malgré tout un phénomène très important en termes de résultat aux élections. Les femmes, qui forment au départ la moitié de la population, participent plus activement aux élections que les hommes. En 2012, elles ont ainsi représenté 53 % des votants contre 47 % pour les hommes. Ce chiffre est à comparer avec celui de l'électorat juif, par exemple, qui a voté à 69 % pour Obama en 2012, mais ne représentait que 2 % de l'électorat total.

Qui plus est, les rangs féminins comptent plus d'électeurs indécis, susceptibles d'être convaincus par la bonne campagne électorale d'un candidat. Lynn Vavreck, professeur de sciences politiques à UCLA, travaille sur les *swing voters*²⁵. À la veille des présidentielles de 2012, elle estimait que les femmes constituaient 60 % des électeurs n'ayant pas encore décidé pour qui ils allaient voter.

Les partis ont donc tout intérêt à s'adresser aux femmes. Pour ce faire, il faut savoir sur quels thèmes elles ont un vote particulièrement différent de celui des hommes. Cette différence de vote commence à être significative si elle se manifeste autour d'au moins six à huit points sur plusieurs cycles électoraux d'affilée. Le *gender gap* apparaît ainsi bien établi autour des thèmes liés à la protection sociale ; sur les questions de prise de risques, aussi bien extérieure qu'environnementale ; et enfin sur les divers sujets relatifs aux mœurs.

24. Chiffres cités par John Cassidy, « What's Up with White Women? They Voted for Romney Too », *The New Yorker*, 8 novembre 2015.

25. « The Undecided Voter, Just Like the Unicorn? », *All Things Considered*, NPR, 20 octobre 2012.

Les politiques de redistribution sociale et d'immigration

Depuis les années 1970, le soutien accentué des femmes envers les politiques sociales est documenté²⁶. En 2014, par exemple, 57 % des hommes désapprouvent la loi sur la santé de 2010, dite Obamacare, contre 50 % des femmes, soit un *gender gap* de sept points²⁷. On peut supposer qu'il s'agit avant tout d'une préférence bien comprise des plus vulnérables économiquement pour les politiques de redistribution envers les plus pauvres, les malades et les sans-emploi. D'autres études, dans le domaine de la psychologie sociale, avancent que les femmes sont habituées à porter plus d'attention aux besoins du groupe en général qu'à leurs propres besoins. Elles auront donc tendance à soutenir les politiques sociales même si elles n'en bénéficient pas personnellement²⁸.

C'est cette même empathie qui produirait par ailleurs la réponse spécifique des femmes sur l'immigration. Au printemps 2014, des milliers d'enfants latinos non accompagnés ont passé la frontière Sud des États-Unis, plongeant la population américaine et les ONG locales dans la consternation²⁹. En juillet 2014, 57 % des hommes souhaitaient que les procédures juridiques de renvoi dans leur pays d'origine soient accélérées en ce qui concerne ces enfants, contre 49 % des femmes, soit huit points de différence (36 % des hommes et 42 % des femmes souhaitant que les délais habituels soient observés)³⁰.

Les interventions militaires et l'environnement

Les sondages menés depuis la Seconde Guerre mondiale et jusqu'à aujourd'hui montrent une forte opposition des femmes aux opérations militaires à l'étranger, lorsque ces dernières impliquent l'envoi de troupes au sol. Le *gender gap* est ici très marqué, avec des différences de 14 points en moyenne.

26. Dolan, *op. cit.*, p. 62-63.

27. « Hispanics Divided over 2010 Health Care Law », Pew Research Center, 20 mars 2014.

28. Leonie Huddy, Erin Cassese and Mary-Kate Lizotte, « Gender, Public Opinion and Political Reasoning », in Christina Wolbrecht, Karen Beckwith et Lisa Baldez, *Political Women and American Democracy*, Cambridge University Press, 2008.

29. L'afflux d'enfants mineurs non accompagnés aux États-Unis est dû à une multiplicité de facteurs, dont l'interprétation est largement sujette à des biais idéologiques. Citons : l'accroissement de la violence dans les pays d'Amérique centrale, la reprise de l'emploi aux États-Unis, rumeurs liées à l'entrée en vigueur en 2012 de la loi DACA, retardant sous certaines conditions le renvoi des mineurs dans leur pays (*Deferred Action for Childhood Arrival Act*, 2012).

30. « Hispanics Divided over How to Deal with Children in the U.S. Illegally », Pew Research Center, juillet 2014.

Ainsi, en 1943, 76 % des hommes n'auraient pas voulu arrêter la guerre contre une Allemagne soudain débarrassée de Hitler, contre 64 % des femmes (*cf.* tableau ci-dessous). De même, s'il s'agit d'augmenter l'effort de guerre au Vietnam, les enquêteurs trouvent une différence homme/femme de 18 points en avril 1968 et de 16 points en octobre 1969. L'envoi de troupes en Irak génère un *gender gap* de 16 points au début 2003.

Cette plus forte réticence à l'action militaire de la part des femmes peut être remise en cause dans certaines circonstances. Ainsi, lorsque le territoire national ou des Occidentaux sont directement frappés, les femmes votent plus volontiers pour les candidats républicains, dont le *leadership* est traditionnellement perçu comme plus affirmé sur les questions de sécurité nationale que celui des démocrates. C'est ce que montrèrent les *midterms* de 2002, un an après le 11 septembre, lors desquelles le *gender gap* avait rétréci, avec 49 % des femmes votant pour un représentant républicain³¹. Ces *security moms* pourraient être de retour aujourd'hui³². En février 2015, alors que les attentats de Paris se sont ajoutés aux décapitations d'otages occidentaux, la différence d'opinion homme/femme à propos de l'envoi de troupes pour lutter contre l'État islamique en Irak et en Syrie n'est plus que de 10 à 11 points. Quatre mois auparavant, on constatait des différences de 14 points (62 % des femmes opposées à l'envoi de troupes contre 48 % des hommes) et 17 points (30 % des femmes pour l'envoi de troupes contre 57 % des hommes).

31. David Bauder, « Highlights of Newly Released 2002 National Exit Poll », *Free Republic*, 5 septembre 2003, disponible sur : <www.freerepublic.com/focus/news/976752/posts>.

32. Peter Beinart, « "Security Moms" Are Back – and That's Bad News for Democrats », *The Atlantic*, 17 septembre 2014.

Envoyer des troupes ?³³

	Femmes	Hommes
<p>Seconde Guerre mondiale (1943) <i>Supposez que l'armée allemande se débarrasse de Hitler, renonce à tous les pays qu'a conquis l'Allemagne et propose de faire la paix. Voudriez-vous alors faire la paix ou continuer la guerre jusqu'à ce que l'armée allemande soit complètement vaincue ?</i></p> <p style="text-align: right;">Continuer la guerre jusqu'à ce que l'armée allemande soit complètement vaincue</p> <p>Sondage Gallup, octobre 1943</p>	64 %	76 %
<p>Vietnam (1968 et 1969) <i>Souhaitez-vous augmenter ou réduire notre effort militaire au Vietnam ?</i></p> <p style="text-align: right;">Avril 1968</p> <p style="text-align: right;">Réduire 49 % 33%</p> <p style="text-align: right;">Augmenter 32 % 50%</p> <p style="text-align: right;">Sans opinion 19% 17%</p> <p style="text-align: right;">Octobre 1969</p> <p style="text-align: right;">Réduire 63% 48%</p> <p style="text-align: right;">Augmenter 23% 39%</p> <p style="text-align: right;">Sans opinion 14% 13%</p> <p>Sondage Gallup, avril 1968 et octobre 1969</p>		
<p>Guerre d'Irak (2003) <i>L'administration Bush annonce qu'elle va prochainement agir pour désarmer l'Irak et renverser Saddam Hussein, par la guerre s'il le faut, en coopération avec des pays volontaires et même sans le soutien des Nations unies. Êtes-vous globalement d'accord avec cette politique ?</i></p> <p style="text-align: right;">Oui 51 % 67 %</p> <p style="text-align: right;">Non 44 % 31 %</p> <p style="text-align: right;">Sans opinion 5 % 2 %</p> <p>ABC News/Washington Post, février-mars 2003</p>		
<p>ISIS (2014 et 2015) <i>Êtes-vous d'accord pour que les États-Unis envoient des troupes au sol pour combattre les militants islamistes en Irak et en Syrie ?</i></p> <p style="text-align: right;">Octobre 2014</p> <p style="text-align: right;">Oui 30 % 47 %</p> <p style="text-align: right;">Non 62 % 48 %</p> <p style="text-align: right;">Février 2015</p> <p style="text-align: right;">Oui 41 % 52 %</p> <p style="text-align: right;">Non 54 % 44 %</p> <p>« Ideological Divide in Views of Possible Use of Ground Forces in Iraq and Syria », Pew Research Center, octobre 2014 et février 2015</p>		

33. Les trois premiers sondages sont cités dans Dolan, *op. cit.*, p. 65-67.

Les sondages d'opinion sur les questions environnementales semblent confirmer la plus grande aversion au risque dont fait montre la population féminine. Dans le contexte d'une opinion publique de plus en plus méfiante par rapport à la fracturation hydraulique – compte tenu des dangers qu'elle pourrait représenter pour la santé au travers de la pollution des nappes phréatiques ou d'éventuels tremblements de terre locaux – les femmes expriment une plus grande hostilité à cette technique d'extraction des gaz et pétrole de schiste. En novembre 2014, 54 % des femmes s'y opposent, contre 40 % des hommes (40 % des femmes et 52 % des hommes approuvent l'usage du *fracking*). Le *gender gap* dépasse ici les 12 points³⁴. Ce phénomène est également visible à propos de l'oléoduc Keystone XL : 66 % des hommes approuvent sa construction contre 52 % seulement des femmes soit un écart de 14 points (27 % des hommes et 34 % des femmes s'y opposent)³⁵.

Entre compassion et aversion au risque : le *gender gap* sur les valeurs morales

De façon a priori paradoxale, le *gender gap* sur les questions de mœurs révèle une population féminine parfois plus conservatrice et parfois plus progressiste que la population masculine. Tout dépend du sentiment qu'engendre la question posée. Ainsi, sans doute inspirées par une plus grande empathie, les femmes ne sont que 52 % à approuver la peine de mort contre 58 % pour les hommes, soit six points ; moins significatif dans l'autre sens, 38 % des femmes s'opposent à la peine de mort contre 35 % des hommes³⁶. Lieu d'un *gender gap* plus affirmé, autour de neuf et huit points, 67 % des femmes en 2015 pensent que les homosexuels ont droit au mariage contre 58 % des hommes ; 32 % des femmes et 40 % des hommes s'y opposent³⁷.

En revanche, les femmes se montrent plus conservatrices sur d'autres sujets comme par exemple l'usage du cannabis. En 2015, seules 49 % des femmes sont pour la légalisation du cannabis contre 57 % des hommes (48 % des femmes et 40 % des hommes sont contre la légalisation)³⁸. Ce n'est plus la compassion qui opère pour expliquer cette différence de huit points, mais l'aversion au risque.

34. « Support for Expanded Fracking Falls among Women, Younger Adults, Midwesterners », Pew Research Center, 11 novembre 2014.

35. « Democrats Internally Divided over Keystone XL », Pew Research Center, 11 novembre 2014.

36. « Shrinking Majority of Americans Supports Death Penalty », Pew Research Center, 28 mars 2014.

37. Sondage CNN/ORC, 12 au 12 février 2015.

38. « Whites and Blacks Favor Legalizing Marijuana, Hispanics Are Opposed », Pew Research Center, 14 avril 2015.

Enfin, révélant à propos du droit à l'avortement l'une des rares expressions de solidarité féminine réellement quantifiable, 50 % des femmes se disent *pro-choice* (favorables au droit à l'avortement) contre 44 % des hommes. Dans l'autre sens, 41 % des femmes se disent *pro-life* (anti-avortement) contre 51 % des hommes. Un *gender gap* de six points et dix points respectivement³⁹.

L'importance numérique des électrices fait du *gender gap* un facteur important de la politique aux États-Unis. Ce phénomène est plus ou moins marqué suivant les sujets. Ainsi, sur les questions liées à la sécurité nationale et à l'environnement, la différence de vote est élevée, couramment autour de 14 points. On peut avancer qu'elle est due à une plus grande peur du risque de la part des électrices. En ce qui concerne les politiques sociales et d'immigration ainsi que certaines questions de mœurs, le *gender gap* est plus faible, entre six et dix points. Il repose ici sur une plus grande empathie de la population féminine envers les plus pauvres et les minorités.

Il est frappant de constater combien ces deux traits psychologiques, l'aversion au risque et la compassion, correspondent aux stéréotypes de genre communément admis. Faut-il y voir un biais dans les questions conçues par les instituts de sondage ou une expression de la réalité ?

Quoi qu'il en soit, il semble plus efficace, pour conquérir le vote des femmes, de jouer sur le risque de guerre ou de désastre écologique que sur toute autre politique, y compris les politiques sociales et les questions de mœurs et de vie privée, sur lesquelles le *gender gap* est moins affirmé.

39. Lydia Saad, « U.S. Still Split on Abortion: 47 % Pro-Choice, 46 % Pro-Life », Gallup Politics, 22 mai 2014.

Les débats de société en 2016

Au-delà du *gender gap* et de ses causes, un certain nombre de débats de société en cours aux États-Unis mettent en lumière des lignes de faille politiques et culturelles bien particulières sur les sujets liés au féminin.

Certains thèmes sont régulièrement utilisés sur le terrain politique et électoral. L'avortement et la contraception sont ainsi, et de loin, le meilleur retour sur investissement pour les communicants politiques. Ces questions sont en effet capables de mobiliser à chaque fois l'électorat américain dans son ensemble.

D'autres sujets suscitent moins l'intérêt des politiques, tout en étant relativement présents dans le débat public. Le travail des femmes, la redéfinition de l'équilibre entre vie professionnelle et vie familiale, l'absence de congé maternité et de garde d'enfant sont régulièrement abordés dans les *talk-shows* télévisés et font l'objet de fréquents succès de librairie.

Enfin, le débat intellectuel sur le féminisme lui-même semble plus confiné. Il se déploie d'une part avec la théorie du genre, aujourd'hui très présente dans les cercles universitaires, et d'autre part avec le militantisme de niche porté par exemple par les *black feminists*. Il est également très présent sur les réseaux sociaux consultés par les jeunes. En revanche, il semble ne plus y avoir de débat généraliste sur cette question aujourd'hui.

Contraception et avortement, otages du débat gauche/droite

Si l'affrontement entre avocats de la cause féministe et conservateurs sociaux est une dynamique toujours renouvelée, il faut également constater que cet affrontement prend place le plus souvent dans un cadre gauche/droite, dont les visées électorales ne sont pas absentes. Pour ce faire, ce sont les thèmes des *reproductive rights*, c'est-à-dire de l'avortement et de la contraception, considérés comme particulièrement mobilisateurs pour l'opinion, qui sont régulièrement convoqués lors des campagnes électorales.

La war on women, une tactique électorale démocrate

Lors des élections de mi-mandat de 2010, le Parti républicain a remporté la majorité à la Chambre des représentants. Dès le 4 janvier 2011, au lendemain de la première session de la nouvelle assemblée, la journaliste Kaili Joy Gray, du blog de gauche *Daily Kos*, publiait un éditorial titré « La prochaine guerre contre les femmes » (« *The Coming War on Women* »). Le terme de *war on women* prit ainsi la succession du terme *backlash* (« le contrecoup »), popularisé par le best-seller de Susan Faludi en 1991, et qui avait donné un nouvel élan au débat féministe dans les années 1990⁴⁰.

Ce fut le début d'une campagne menée par les démocrates pour éloigner les femmes du vote républicain, et qui dura jusqu'aux élections présidentielles de 2012. Il s'agissait de dénoncer les candidats républicains comme autant de réactionnaires phalocrates, voulant limiter l'accès à la contraception et à l'avortement et renvoyer les femmes à la maison. Plus concrètement, les voix progressistes dénonçaient une situation toujours inégale entre les deux moitiés de la population américaine, que ce soit en termes de salaire, de carrière ou de représentation politique (cf. chiffres page 26). Elles pointaient également la persistance d'un état d'esprit agressif envers les femmes dans la culture américaine. Les nombreuses affaires de viol sur les campus universitaires ou dans l'armée, souvent maladroitement dissimulées par les autorités administratives dans les années récentes, ont en effet amené beaucoup d'observateurs à dénoncer ce qu'ils appellent une « culture du viol » (« *rape culture* ») dans le pays⁴¹.

Les démocrates furent grandement aidés dans leur dénonciation d'une *war on women* par les propos contestables tenus par quelques figures conservatrices lors de la campagne de 2012. En février, le célèbre animateur d'émissions de radio Rush Limbaugh avait déjà traité Sandra Fluke, étudiante en droit à l'université de Georgetown, de prostituée (et autres qualificatifs), parce que celle-ci réclamait le remboursement des frais de contraception par les assurances santé. La grossièreté des propos de l'animateur fit scandale.

Certains candidats républicains s'illustrèrent également. Ainsi, Todd Akin, représentant du Missouri et candidat au poste de sénateur de cet État, déclara en août 2012 que les femmes victimes de « viols véritables » (« *legitimate rape* ») ne tombaient que rarement enceintes. Cette opinion peu scientifique venait justifier son refus

40. Susan Faludi, *Backlash: The Undeclared War Against American Women*, 1991. Autres best-sellers féministes publiés à cette époque : Naomi Wolf, *The Beauty Myth*, 1990, Gloria Steinem, *Revolution From Within*, 1992, Marilyn French, *The War Against Women*, 1992.

41. Dylan Heckscher, « The Difficult Issue of College Rape in America », *Chroniques américaines*, septembre 2014.

d'autoriser l'avortement même en cas de viol⁴². À l'époque trésorier général de l'Indiana, le candidat au Sénat Richard Mourdock déclara pour sa part qu'une grossesse à la suite d'un viol résultait de la volonté divine⁴³. Au lendemain des élections, le stratège républicain Karl Rove écrivait : « Les commentaires insultants sur le viol formulés par des candidats [républicains] au Sénat dans le Missouri et l'Indiana ont permis aux médias de placer les questions de société au centre des débats, d'une manière qui a nui au parti dans son ensemble et lui a coûté deux sièges au Sénat⁴⁴ ».

La *war on women* semble cependant avoir atteint ses limites lors de la campagne suivante, pour les élections de novembre 2014. Le basculement du Sénat de la gauche vers la droite ne tenait qu'à quelques sièges lors de cette campagne et les circonscriptions susceptibles de changer de bord suscitaient un vif intérêt. C'était le cas dans le Colorado, où le candidat sortant au siège de sénateur, le démocrate Mark Udall, affrontait le républicain Cory Gardner. Or, M. Udall choisit de concentrer ses attaques sur les positions que C. Gardner avait défendues à propos de l'avortement. Ce dernier avait en effet proposé, aussi bien dans son État qu'au niveau fédéral, des textes de loi établissant qu'un embryon est déjà une personne (appelés « *personhood measures* »), ce qui rend tout avortement impossible⁴⁵. Les électeurs ont jugé que le sénateur sortant ne s'intéressait pas à leurs véritables problèmes et ont élu son adversaire républicain. Relayé abondamment dans la presse nationale, le choix stratégique de Mark Udall et son échec ont fortement marqué les esprits, signalant ainsi la perte de vitesse de la *war on women*⁴⁶.

Compte tenu de cette évolution, il est vraisemblable que la candidate Clinton utilisera avec beaucoup de prudence la rhétorique

42. Paul Kane et Nia-Malika Henderson, « Todd Akin Rape Comments Prompt GOP to Pull Campaign Funding, Calls to Exit Race », *The Washington Post*, 20 août 2012.

43. Annie Groer, « Indiana GOP Senate Hopeful Richard Mourdock Says God "Intended" Rape Pregnancies », *The Washington Post*, 24 octobre 2012.

44. Karl Rove, « Rove: The Lessons of Defeat for the GOP », *The Wall Street Journal* (édition européenne), 14 novembre 2012.

45. Lynn Bartels et Jennifer Brown, « Cory Gardner defeats Mark Udall for U.S. Senate in Colorado », *The Denver Post*, 4 novembre 2014.

46. Melissa Deckman et John McTague, « Why the "War on Women" failed in 2014 », *The Washington Post*, 26 novembre 2014. Deckman et McTague ont étudié l'impact en termes de vote des débats sur les questions d'avortement d'une part et de contraception d'autre part lors des élections de 2012 (l'une des polémiques clés de la campagne avait porté sur l'obligation de prise en charge de la contraception par les assurances santé). Selon les deux chercheurs, la question de la contraception est liée dans l'esprit des électeurs à celle de la protection sociale par l'État fédéral, alors que le débat sur l'avortement reste lié aux questions morales. Les femmes ayant exprimé plus de soutien au remboursement obligatoire des moyens contraceptifs qu'à la défense de l'avortement en 2012, ils concluent qu'elles sont avant tout sensibles aux questions de protection par l'État. Quitte à utiliser la rhétorique de la *war on women* en 2014, extrapolent-ils, les candidats démocrates avaient donc intérêt à concentrer leurs attaques sur les questions de contraception plutôt que d'avortement, ce qui explique selon eux l'échec de Mark Udall en 2014.

féministe de la « guerre contre les femmes » dans la campagne de 2016.

Les féminismes de droite

Si le discours féministe tend à être relativement homogène chez les démocrates, il n'en va pas de même à la droite de l'échiquier politique, où le discours sur les femmes est moins univoque. La présence de plusieurs courants d'idées sur les questions liées au féminin au sein de la droite américaine est sans doute révélatrice de son actuel éclatement idéologique.

Dans l'après-guerre, le Parti républicain et l'administration Eisenhower sont favorables à l'adoption d'un amendement à la Constitution établissant l'égalité entre hommes et femmes (*Equal Rights Amendment*, ERA). Inspiré par les amendements adoptés après la guerre de Sécession pour assurer un traitement égal des citoyens noirs et blancs, ce projet avait été lancé dès 1923. Il est adopté par les deux chambres en 1972. C'est l'époque d'un féminisme républicain *mainstream*, que symbolise par exemple un personnage comme Jeane Kirkpatrick. Au départ démocrate, Kirkpatrick (1926-2006) devient républicaine en réaction à la politique étrangère de Jimmy Carter, qu'elle juge désastreuse. Ronald Reagan la nomme ambassadrice des États-Unis à l'ONU dans les années 1980. Défendant une ligne dure pour la politique étrangère américaine, elle s'intéresse aussi à l'avancement professionnel des femmes, qu'elle appelle de ses vœux dans son ouvrage de 1974, *Political Women*.

Mais alors que l'ERA est sur le point d'être ratifié par les États, le pays assiste à l'émergence de figures fortement antiféministes, dans le sillage de la réaction conservatrice aux mouvements de libération des années 1960. Flamboyante et médiatique, l'activiste Phyllis Schlafly prend la tête du combat contre l'ERA. Pour elle, les femmes ont tout intérêt – au-delà de leur obligation morale de respecter l'ordre établi –, à demeurer dans un système patriarcal. En effet, ce dernier leur prodigue un certain nombre d'avantages concrets comme, par exemple, la protection sociale spécifique dont bénéficient les femmes au foyer de la classe moyenne, veuves ou divorcées, qui n'ont pas de qualifications professionnelles leur permettant de revenir sur le marché du travail⁴⁷. L'adoption de l'ERA risquerait selon Schlafly de mettre fin à ce système ; il pourrait même logiquement conduire à l'appel des femmes sous les drapeaux. Menant une campagne efficace État par État, Schlafly réussit à enrayer l'adoption définitive de l'amendement, certains États revenant

47. Ce que Deniz Kandiyoti a nommé les « arrangements avec le patriarcat » (« *patriarchal bargain* »), qu'elle décrit comme une tactique par laquelle les femmes acceptent de vivre dans un cadre social qui désavantage les femmes dans leur ensemble, mais dont elles tirent profit concrètement à titre personnel. « Bargaining with Patriarchy », *Gender & Society*, septembre 1988.

même sur leur ratification. Le délai de ratification de l'ERA a expiré en 1982 et l'amendement est désormais caduc.

Ces années ont consolidé un courant antiféministe au sein de l'aile droite du GOP. Très proche de la mouvance chrétienne fondamentaliste, il est absolument opposé à l'avortement, hostile à la contraception et défend le modèle traditionnel de la femme au foyer. Plus globalement, il dénonce l'évolution sociale en cours vers l'indifférenciation sexuelle et le chaos familial qui s'ensuit. Il fustige par ailleurs la prédominance des thèses féministes dans les médias et l'auto-victimisation permanente de la *war on women*. Ce courant est très présent dans le mouvement du *home-schooling*, l'enseignement délivré à la maison par des parents (le plus souvent les mères de famille), craignant la perversion des écoles publiques qui professent les théories antichrétiennes du genre ou de l'évolution.

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, ce courant conservateur aime à être représenté par des femmes, comme l'a d'ailleurs amplement démontré le mouvement des Tea Parties lors des campagnes de 2010 et de 2012. Il est vrai que les femmes impliquées en politique sont plus facilement perçues comme venues de la base (*grass-root*) que les hommes, ce qui va dans le sens du combat des Tea Parties contre les élites. Mais cette présence féminine s'explique aussi par l'importante composante chrétienne du conservatisme américain. En effet, selon Marie Griffith, directrice du Centre sur la religion et la politique à l'Université de Washington à St Louis, les chrétiens fondamentalistes accordent aux femmes des capacités spirituelles et un rôle missionnaire de premier plan⁴⁸. Les femmes peuvent donc s'exprimer en dehors de la sphère privée si cela correspond à une mission d'ordre supérieur. C'est ce qu'ont montré les nombreuses prédicatrices du second Grand réveil, dans la première moitié du XIX^e siècle⁴⁹.

Cependant, différentes conceptions du rôle de la femme apparaissent encore au sein du mouvement conservateur. Ainsi, Sarah Palin a déclaré en 2010 se réclamer d'un « féminisme conservateur », un concept qui l'amenait à comparer ses adeptes aux « mamans grizzly », combinant féroce ment enfants, profession voire vocation, et amour de la patrie⁵⁰. Ce choix sémantique a surpris les fans de l'ex-gouverneure de l'Alaska, le terme de « féministe » étant connoté très négativement dans les cercles conservateurs aux États-Unis. Selon M. Griffith, Palin reprend ici à son compte le concept de « féminisme évangélique ». Issu de cercles féministes de centre-

48. Marie Griffith, « The New Evangelical Feminism of Bachmann and Palin », *Huffington Post*, 6 juillet 2011.

49. Le second Grand réveil est un mouvement de grande ferveur religieuse qu'ont connu les États-Unis et la Grande-Bretagne entre 1790 et 1850, environ, et dans lequel les femmes ont joué un rôle important. Cf. le personnage de Dinah Morris dans le roman *Adam Bede*, de George Eliot, publié en 1859.

50. Meghan Daum, « Sarah Palin, Feminist », *LA Times*, 20 mai 2010.

gauche dans les années 1970, ce courant affirme que l'Évangile professe bel et bien l'égalité entre hommes et femmes⁵¹.

Michele Bachmann, pour sa part, est plus réticente sur la question du féminisme et refuse d'employer ce vocable⁵². Ses vues sont en effet plus proches de la théologie « complémentariste », selon laquelle hommes et femmes ont un rôle complémentaire, le premier comme chef, la seconde l'assistant dans sa tâche. Elle avait d'ailleurs déclaré en 2006 respecter le précepte biblique de soumission de la femme à son mari⁵³.

Formant un autre courant plus centriste et moins lié au religieux, un grand nombre de *business women* républicaines, tout en préférant le conservatisme fiscal et un rôle moindre de l'État, ont des idées progressistes sur le rôle de la femme et la liberté individuelle. Elles déplorent l'attitude rétrograde de la droite du parti sur les *women's issues*. Il semble qu'elles soient entendues. Début 2015, un groupe d'éluées républicaines au Congrès a empêché la mise au vote d'un projet de loi réduisant les possibilités d'avortement⁵⁴. Si certaines ont réitéré leur hostilité à l'avortement, elles ont cependant jugé qu'il était inutile de voter un texte aussi manifestement nuisible au parti dans la perspective des élections de 2016. Le pragmatisme l'a emporté sur les positions de principe.

On le voit, le sujet « féminin » principalement utilisé lors des campagnes électorales et dans l'affrontement politique est celui de la reproduction – avec l'avortement, qui reste une question idéologique très douloureuse dans le pays, et le remboursement de la contraception, un thème plus récent lié à la mise en application de la loi sur la santé du président Obama. Comment le débat s'organise-t-il sur les autres grands sujets liés à la condition féminine ?

Comment équilibrer travail et famille ?

L'inégalité économique entre hommes et femmes s'est fortement réduite aux États-Unis dans les dernières décennies. En 1980, le salaire horaire médian des femmes représentait 65 % de celui des hommes ; il atteint 84 % en 2012⁵⁵.

51. M. Griffith, *op. cit.*

52. Brianna Lee, « “Conservative Feminist”? Not Michele Bachmann », *PBS*, 13 juillet 2011.

53. Jill Lawrence, « The Submissive Michele Bachmann », *The Daily Beast*, 10 juillet 2011.

54. Ed O'Keefe, « Abortion Bill Dropped Amid Concerns of Female GOP Lawmakers », *The Washington Post*, 21 janvier 2015.

55. « On Pay Gap, Millennial Women Near Parity – For Now », Pew Research Center, décembre 2013. L'écart de salaire est calculé pour l'ensemble des professions, sachant que les femmes occupent souvent des emplois moins qualifiés et donc moins bien payés. D'autres données comparent les salaires des hommes et des

Mais la parité des conditions n'est pas encore atteinte. Les tâches ménagères et les soins aux enfants sont toujours inégalement répartis en 2012, représentant 21 heures par semaine pour les femmes contre 13 heures pour les hommes⁵⁶. La présence des femmes au Congrès, dans les conseils d'administration des grandes entreprises ou à la présidence des universités tourne aujourd'hui autour de 20 à 25 %⁵⁷.

Il faut dès lors se demander si la parité politique et économique peut être atteinte, ou si des contraintes diverses feront perdurer un seuil d'inégalité incompressible entre hommes et femmes dans le monde du travail. Selon une étude récente du Pew Research Center, les Américains pensent que tous sont également qualifiés pour occuper des postes de direction⁵⁸. Mais l'opinion continue à attribuer des qualités différentes aux leaders masculins et féminins : les premiers excelleront dans la prise de risque tandis que les secondes privilégieront l'écoute et le compromis, dans le respect des règles éthiques. Ces perceptions expliquent peut-être pourquoi les femmes qui siègent dans les conseils d'administration restent pour les deux tiers dans des positions non exécutives telles que les ressources humaines, la communication ou le conseil juridique. Plus préoccupant encore, l'étude du Women and Politics Institute, « Girls just wanna not run », explique en mars 2013 que les jeunes filles continuent à avoir moins d'appétence pour les carrières politiques que les jeunes hommes, et ce malgré tous les efforts d'*empowerment* entrepris depuis des années, notamment dans certains centres de recherche universitaires et dans le monde associatif : le *gap* des ambitions demeure.

Cette situation tient sans doute aux attentes sociales spécifiques auxquelles les Américaines sont confrontées. Le monde du travail aux États-Unis repose toujours largement sur une éthique de l'effort d'origine protestante, qui exige le meilleur de tous. Ainsi l'employé idéal doit-il rester disponible en permanence, sans aucune contrainte d'ordre familial. Dans cette logique, les femmes restent aujourd'hui désavantagées par la maternité. Selon une étude récente du Center for American Progress, les *working mothers* sont en effet perçues comme moins disponibles, ce qui les désavantage en termes de salaire et d'évolution de carrière⁵⁹. En revanche, lorsqu'un employé devient père, il est vu comme plus stable, donc plus fiable

femmes occupant des emplois similaires. L'écart est alors moins grand, mais aussi moins défendable.

56. *Ibid.*

57. Au lendemain des *midterms* de novembre 2014, la Chambre des représentants compte 19,31 % de femmes et le Sénat 20 %. En 2013, il y a 20,28 % de femmes dans les conseils d'administration des entreprises « Fortune 500 ». Enfin 26 % des présidents d'université sont des femmes. *Ibid.*

58. Kim Parker, Juliana Menasce Horowitz, Molly Rohal, « Women and Leadership, Public Says Women are Equally Qualified, but Barriers Persist », Pew Research Center, 14 janvier 2015.

59. Erin Rehel et Emily Baxter, « Men, Fathers and Work-Family Balance », Center for American Progress, 4 janvier 2015.

par l'entreprise. Il est fréquent qu'il reçoive une augmentation, voire une promotion. On parle de « pénalité de maternité » et de « prime de paternité ».

À partir de ce constat, le débat public américain oppose deux modèles. D'un côté, on s'attache à poursuivre le combat pour l'égalité de réussite des femmes dans le monde du travail. La directrice des opérations de Facebook, Sheryl Sandberg a ainsi connu un grand succès avec son livre de 2013, *Lean in*, qui exhorte les jeunes femmes à prendre plus d'assurance dans le monde du travail, qu'il s'agisse de réclamer un nouveau poste ou une augmentation. L'ouvrage peut d'ailleurs se lire comme un guide pratique pour réussir dans la vie professionnelle.

Aujourd'hui PDG de la New America Foundation à Washington, Anne-Marie Slaughter incarne un parcours différent. Jusqu'alors professeur à Princeton, elle avait été nommée en janvier 2009 au poste prestigieux de directrice du *policy planning* du Département d'État par Hillary Clinton. En février 2011, elle choisit de démissionner, car ce poste ne lui permettait pas de s'occuper assez bien de ses deux fils adolescents. Comme elle l'expliqua dans un article retentissant, entre des enfants récemment éduqués et un poste à haute responsabilité, les femmes ne peuvent toujours pas « tout avoir » dans la vie⁶⁰.

La possibilité de concilier vie professionnelle et vie familiale est d'autant plus difficile qu'aux États-Unis l'éthique du travail s'impose aussi à la sphère familiale. La lecture des magazines féminins et des nombreux ouvrages expliquant comment bien élever ses enfants, l'expérience d'un jardin d'enfant ou d'une association de parents d'élèves montrent combien les Américaines ressentent une obligation d'excellence dans leur rôle de mère sans équivalent en Europe. La pression sociale pour être « *a perfect mom* », voire « *the best mom* » est intense. C'est pourquoi, selon A.-M. Slaughter, la plupart des femmes acceptent aujourd'hui de gagner moins et de ne pas monter en grade dans leur profession, afin de garder de la disponibilité pour la vie de famille⁶¹. Leurs collègues masculins n'ayant pas la même contrainte, ils peuvent poursuivre leur ascension professionnelle sans entrave. Cette attitude dite du « non, merci » adoptée par les femmes explique en partie le plafond de verre.

A.-M. Slaughter milite donc pour une redéfinition en profondeur de l'équilibre entre travail et famille : abaisser la pression professionnelle de la même manière pour les hommes et les femmes permettrait de créer les conditions d'une implication professionnelle égale pour les deux sexes. Les pères seraient gagnants eux aussi.

60. Anne-Marie Slaughter, « Why Women Still Can't Have It All », *The Atlantic*, Juillet-août 2012.

61. Quelques femmes connues ont pu faire le choix inverse, c'est-à-dire renoncer à la maternité pour se consacrer à leur carrière. Cf. la conseillère de G.W. Bush, Condoleezza Rice, la journaliste Diane Sawyer.

En effet, certains d'entre eux souffrent tout autant du rôle social qui leur est assigné et qui les coupe de leur vie familiale. Le plafond de verre doit être franchissable dans les deux sens.

Ces deux modèles doivent pourtant être remis en perspective. Pour la chercheuse du *think tank* conservateur American Enterprise Institute (AEI) Karlyn Bowman, le débat entre travail et famille n'est pas central⁶². D'une part, il ne s'adresse qu'aux élites du pays. Il est bien évident que les femmes de la petite classe moyenne ou des couches populaires n'ont pas le luxe de réfléchir à leurs choix de vie – elles doivent travailler quoi qu'il arrive, et encore plus lorsqu'elles ont à charge leur famille. Cette première critique contient un arrière-plan racial, puisque ces fameuses élites de la classe moyennes sont le plus souvent blanches. Les féministes issues des minorités mènent un autre combat, comme on le verra ci-dessous.

D'autre part, la difficulté à concilier famille et travail ne reste véritablement aiguë que quelques années – entre la naissance des enfants et leur départ de la maison. Un certain nombre de femmes reprennent une carrière de premier plan, politique, universitaire ou dans le secteur privé, une fois leurs enfants grandis. Ainsi, les femmes peuvent bel et bien « tout avoir », mais pas en même temps. C'est sans doute une des raisons pour lesquelles la question du travail des femmes est très en retrait dans le débat politique américain. Elle n'apparaît jamais dans la liste établie par sondage des problèmes prioritaires des Américains⁶³.

L'État fédéral doit-il se mêler de *family leave* et de *childcare* ?

Dans ce débat sur les conditions de travail surgit tôt ou tard la question du congé maternité et des modes de garde pour les jeunes enfants. Aujourd'hui, les États-Unis sont le seul pays industrialisé à ne pas avoir de tels systèmes organisés et financés au niveau national.

Selon le chercheur de la New America Foundation Michael Lind, ces réticences ont une base raciste⁶⁴. Dans les années 1930 et dans l'après-guerre, alors que de tels systèmes se mettaient en place en Europe, un dispositif de congé maternité ou de garde d'enfant subventionné aurait principalement bénéficié aux familles noires, plutôt pauvres, dans lesquelles les mères devaient retourner au travail⁶⁵. Dans les familles de la classe moyenne, blanches, il était

62. Entretien avec Karlyn Bowman, Washington, mars 2015.

63. *Ibid.*

64. Entretien avec Michael Lind, Washington, octobre 2012.

65. Des systèmes de garde d'enfants avaient été organisés pendant la Seconde Guerre mondiale, afin de maintenir les femmes dans les usines d'armement en l'absence des hommes partis sur le front. Ils furent supprimés après 1945. Une loi prévoyant de mettre en place des crèches subventionnées par l'État fédéral devait être votée sous la présidence Nixon, mais le conservateur Pat Buchanan, conseiller

socialement acquis que les femmes arrêtent de travailler à la naissance du premier enfant. Ces considérations sociales racistes n'ont plus droit de cité aujourd'hui – peut-on dès lors espérer une évolution ?

La loi *Family and Medical Leave Act* (FMLA) de 1993 oblige les entreprises à conserver son emploi à la nouvelle mère jusqu'à 12 semaines si elle choisit de prendre un congé sans solde. Il faut que l'entreprise compte au moins 50 salariés et que l'employée soit salariée à temps complet dans l'entreprise depuis plus d'un an, ce qui exclut un certain nombre d'employées. Quelques États ont accordé des conditions plus souples à ce congé maternité, notamment en ce qui concerne la taille minimum de l'entreprise. Mais seuls la Californie (depuis 2004), le New Jersey (depuis 2009) et Rhode Island (depuis 2014) ont à ce jour adopté un congé de maternité subventionné. Il est financé par ces différents États grâce à un prélèvement sur les salaires des employés.

En décembre 2013, la sénatrice Kirsten Gillibrand et la représentante Rosa DeLauro, toutes deux démocrates, ont déposé une proposition de loi visant à instaurer un congé payé de maternité pour tout le pays. C'est le *Family and Medical Insurance Leave Act* (*FAMILY Act*), qui prévoit de financer jusqu'à 12 semaines de congés à 66 % du salaire habituel (plafonné au-dessus d'un certain montant). Il serait financé par un prélèvement de 0,2 % sur le salaire des employés. Début 2015, le président Obama a présenté un plan fédéral visant à attribuer des avantages fiscaux pour les parents ayant recours à des crèches ou des assistantes maternelles.

Dans l'état actuel des forces politiques, ces propositions auront du mal à être adoptées, même si la candidate démocrate promet d'en parler lors de sa campagne pour les présidentielles de 2016. En effet, comme le rappelle Karlyn Bowman, la partie républicaine de l'opinion pense que l'État fédéral ne doit pas se mêler d'organiser ou encore moins de financer la vie des gens. Les avancées seront donc plutôt ponctuelles et locales, avec des systèmes créés au niveau des villes, des comtés ou des États fédérés.

Le « F-word » aujourd'hui

Même si elles ne constituent pas le problème principal pour les Américains, les questions liées au féminin continuent donc d'être très clivantes dans le débat public. À gauche de l'échiquier politique, on pense que le patriarcat cherche sans cesse à reprendre le dessus ; à droite, on estime que les féministes sont des enrégées. Qui emporte

du président, fit détailler le projet en 1971. Nancy L. Cohen, « Why America Never Had Universal Child Care », *The New Republic*, 24 avril 2013.

l'opinion ? Dans un sondage réalisé aux États-Unis en mars 2015⁶⁶, seules 18 % des personnes interrogées acceptaient de se décrire comme féministes, alors même qu'elles affirmaient à 85 % croire au principe de l'égalité hommes/femmes. L'idée est acceptée, mais le terme est rejeté. Ce problème d'image du féminisme conduit certaines militantes à défendre la cause sans employer le terme, de peur d'effrayer les médias. C'est le « féminisme implicite⁶⁷ ».

Entre pop feminism et e-feminism

Surfant sur l'image sulfureuse du féminisme, un nombre conséquent de stars de la musique pop, comme les chanteuses Taylor Swift, Ariana Grande, Pink, Beyoncé, Miley Cyrus ou les rappeuses Missy Elliott et Nicky Minaj revendiquent aujourd'hui cette étiquette⁶⁸. Miley Cyrus, par exemple, déclare être la plus grande féministe de tous les temps grâce au modèle d'émancipation qu'elle propose à son public⁶⁹. Le cinquième album de Beyoncé, sorti en décembre 2013, était pour sa part une véritable profession de foi féministe, s'attaquant aux diktats esthétiques ou aux écarts de salaires entre hommes et femmes. Elle a également affiché le fameux mot sur la scène, en lettres immenses, lors de son show d'août 2014 sur MTV.

Pour Andi Zeilser, rédactrice en chef du magazine américain *Bitch*, ces nouvelles figures sont précieuses. En effet, c'est grâce au succès de leurs clips vidéo et de leurs interviews que les jeunes filles d'aujourd'hui découvrent la cause des femmes. Internet tient une place centrale dans la diffusion de ces idées. Au-delà du discours des artistes pop, les blogs, les comptes Tumblr, Twitter ou YouTube d'obédience féministe sont légion. *Feministing*, *The F-Word* ou *Feminism 101* sont les plus évidents, mais il en existe beaucoup d'autres. L'activiste féministe Laci Green, par exemple, a plus d'un million d'abonnés à sa chaîne *Sex Plus* sur YouTube. Si le féminisme pop des chanteuses de MTV correspond peut-être à un effet de mode, la présence des e-féministes semble installée dans la durée. Elles effectuent ainsi un travail de fond, donnant les clés d'un *empowerment* social et politique des femmes en général, mais traitant aussi de sujets précis, tels que l'égalité salariale, l'inclusion des femmes immigrées ou la lutte contre les violences domestiques.

Dans les faits, l'attitude de ces artistes pop, qui arborent des tenues de scènes provocantes et utilisent volontiers les codes de la pornographie (comme l'a montré le spectacle très controversé donné par Miley Cyrus aux MTV Video Music Awards de 2013), ravive une tension ancienne dans le féminisme. Elle oppose celles qui veulent

66. Sondage PerryUndem/Vox, 4-12 mars 2015.

67. Le terme de *Implicit Feminism* est employé par Danielle Giffort, « Show or Tell? Implicit Feminism and Feminist Dilemmas at Girls' Rock Camp », *Gender & Society* 25(5), 2011, p. 569-588.

68. Carole Boinet, « Beyoncé, Miley Cyrus : faut-il avoir peur du féminisme pop ? », *Les Inrocks.com*, 26 octobre 2014.

69. Interview de Miley Cyrus dans *Cosmopolitan UK*, décembre 2013.

s'affranchir du rôle de femme-objet et d'une contrainte de séduction qui obéit à leurs yeux à des normes masculines, et celles qui veulent se réapproprier leur propre corps et leur propre sexualité de façon éclatante voire scandaleuse, affirmant leur émancipation et prise de contrôle. En France, l'écrivain Virginie Despentes prend parti pour les secondes, pendant que la féministe historique Françoise Picq rappelle combien chaque trajectoire personnelle peut être complexe⁷⁰. Au final, il semble illusoire de vouloir trancher entre un bon et un mauvais féminisme ; l'idéal serait plutôt de savoir si la démarche de ces artistes révèle ou non l'exercice véritable de leur libre arbitre.

La dénonciation des « oppressions multiples »

Le débat intellectuel, pour sa part, se développe dans plusieurs directions. Parmi les universitaires, celles qui se consacrent aux études théoriques plutôt qu'à l'action militante sont nombreuses à avoir aujourd'hui délaissé les thèmes traditionnels et consensuels du féminisme de la première vague (réclamant l'égalité politique) et de la deuxième vague (réclamant les droits économiques et la liberté sexuelle), pour la théorie du genre⁷¹. Cette dernière cherche à relire l'histoire dans sa globalité ainsi que l'ensemble du champ social au travers du prisme d'une construction culturelle des genres, masculin et féminin. Cette théorie est critiquée, à la fois par les conservateurs qui s'indignent que la différence biologique des sexes soit mise au second plan, et par certaines féministes, qui craignent que la cause des femmes ne soit obscurcie par les thèmes du « masculin » ou du transgenre.

Le féminisme connaît cependant une autre évolution théorique, moins bien connue en France, qui fait appel au concept « d'intersectionnalité des oppressions ». Il repose sur le constat que les individus sont bien souvent confrontés à plusieurs types de domination : racisme, sexisme, pauvreté, situation de handicap, etc. Ces ostracismes divers se construisent et se combinent différemment selon les catégories d'individus. Les stéréotypes racistes sont ainsi différents selon qu'ils s'appliquent aux hommes noirs ou aux femmes noires. En même temps, ces oppressions s'entremêlent de façon à être difficilement identifiables les unes par rapport aux autres pour la personne qui les subit. Une femme de ménage latina, par exemple, reçoit un regard social peu valorisant, sans pouvoir l'attribuer à une seule forme de rejet, qu'il s'agisse de sexisme, de racisme ou de mépris de classe. Pour les tenants de ce concept, la lutte doit donc être menée sur tous les plans en même temps, sans établir de hiérarchie entre les différents types d'oppression.

70. C. Boinet, *op. cit.*

71. Ce dévoiement du féminisme de la première vague est la thèse de Christina Hoff Sommers dans *Who Stole Feminism, How Women Betrayed Women*, Simon & Schuster, 1994.

Ainsi, le grand reproche de ce nouveau féminisme envers le féminisme traditionnel est que ce dernier a toujours défendu les femmes blanches de la classe moyenne, sans s'intéresser réellement aux problèmes des femmes issues des minorités. Créatrice du hashtag *#solidarityisforwhitewomen* sur Twitter, l'activiste noire Mikki Kendall, par exemple, dénonce régulièrement le féminisme *corporate* de Sheryl Sandberg. Elle l'accuse de ne s'intéresser en réalité qu'aux femmes blanches – alors que ces dernières sont déjà largement sorties d'affaire. Même s'il n'a été nommé qu'en 1989 par la professeure de droit Kimberlé Crenshaw⁷², le concept d'intersectionnalité des oppressions est identifié par le mouvement des *black feminists* depuis les années 1960. Il est repris pour ce qui est du monde francophone par les chercheuses proches de l'Université du Québec à Montréal (UQAM)⁷³.

72. Kimberlé Crenshaw, « Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory, and Antiracist Politics », University of Chicago Legal Forum, 1989.

73. Voir l'important dossier « Intersectionnalité : regards théoriques et usages en recherche et intervention féministes » paru sous la direction de Elizabeth Harper et Lyne Kurtzman dans la revue de l'UQAM, *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 26, n° 2, printemps 2014.

La campagne d'Hillary Clinton

C'est à la mi-avril 2015 qu'Hillary Rodham Clinton (HRC) a annoncé sa candidature aux élections présidentielles de novembre 2016. Plusieurs autres candidats démocrates se sont depuis déclarés, mais aucun pour l'instant ne semble menacer sérieusement l'investiture de l'ex-Première dame par la Convention du parti. Les Américaines vont-elles voter en masse pour H. Clinton lors de l'élection nationale afin de voir enfin une femme siéger dans le bureau ovale ?

Cela dépendra des choix de campagne de la candidate, mais aussi du comportement électoral de cette moitié de l'électorat face à l'une de ses représentantes.

Le vote minoritaire

La sociologie électorale cherche à comprendre les raisons pour lesquelles les électeurs se décident pour un candidat plutôt qu'un autre. Trois sortes d'explication sont généralement mises en avant⁷⁴ : les déterministes montrent que les individus votent selon leurs caractéristiques sociales : niveau de richesse et d'éducation, âge, sexe, religion... ; une seconde école fait appel à la psychologie, soulignant que les individus sont attachés pour des raisons familiales et affectives à un parti ou une idéologie, et n'en changent que très difficilement ; enfin, les théories de l'électeur rationnel expliquent au contraire que ce dernier exerce son libre arbitre à chaque élection, décidant en fonction des sujets qui lui tiennent à cœur et de ses intérêts personnels. Le choix des électeurs résulte sans doute d'un mélange complexe et variable de ces trois mécanismes.

Comment ces différents facteurs s'exercent-ils lorsqu'un candidat est issu d'une minorité particulière ? Voit-on s'exercer un effet supplémentaire d'identification entre les membres de cette minorité et le candidat ? L'une des questions qui décidera de l'élection de 2016 est de savoir si les femmes votent plus volontiers pour une femme.

74. Nonna Mayer et Daniel Boy, « Les "variables lourdes" en sociologie électorale », *Enquête. Anthropologie, Histoire, Sociologie*, n° 5, 1997.

Le vote de la communauté noire lors des scrutins de 2008 et 2012 constitue un premier objet d'enquête. À ces deux occasions, les Africains-Américains ont voté en masse pour le candidat démocrate d'origine africaine Barack Obama. En novembre 2008, 95 % des électeurs noirs ont voté pour lui, contre seulement 4 % pour le républicain John McCain⁷⁵. En 2012, ils ont voté à 93 % pour Obama et à 6 % pour le républicain Mitt Romney. Les médias ont souligné à chaque fois combien ce pourcentage écrasant traduisait l'espoir d'une communauté de voir enfin réparées son histoire et ses souffrances en portant un homme issu de ses rangs à la Maison-Blanche.

Peut-être faut-il tempérer ce jugement. En effet, la mauvaise performance de McCain et Romney correspond en réalité au nombre d'Africains-Américains qui se déclarent républicains, c'est-à-dire 5 % selon des chiffres Gallup de 2012. Pour le reste, 64 % de la communauté noire se déclare démocrate et 29 % indépendante ou sans affiliation partisane.

Par comparaison, en 2004, 88 % des Africains-Américains avaient voté pour le candidat démocrate (blanc) John Kerry, un score déjà considérable. Obtenant 5 à 7 points supplémentaires, Obama n'a fait en définitive que remporter le suffrage de tous les électeurs démocrates et surtout de tous les indépendants et non-affiliés de la communauté africaine-américaine – sans pour autant obtenir le vote des 5 % de Noirs républicains.

Le taux de participation au vote constitue l'autre fait marquant de ces élections, avec une inversion de la participation entre Blancs et Noirs sur la période. Pour la première fois en 2012, le taux de participation des Noirs est supérieur à celui des Blancs. À 66,2 %, il est le plus élevé jamais atteint pour cette catégorie de la population. On peut supposer que la couleur de peau du candidat a entraîné une forte mobilisation des Noirs non-républicains. Il n'est pas certain que cette tendance se maintienne lors des prochaines élections, lorsque la communauté africaine-américaine sera confrontée à un(e) candidat(e) démocrate blanc(he).

Taux de participation aux élections présidentielles par communauté⁷⁶, en % de la population en âge de voter

	Blancs	Noirs	Latinos
2004	67,2 %	60 %	47,2 %
2008	66,1 %	64,7 %	49,9 %
2012	64,1 %	66,2 %	48 %

75. Toutes les données citées dans ce paragraphe proviennent du *Roper Center for Public Opinion Research*, actuellement établi à l'Université du Connecticut.

76. *Current Population Survey*, Census Bureau, novembre 2004, 2008 et 2012. À noter que l'abstention reste très élevée chez les Latinos. À noter aussi que le taux de participation aux États-Unis est calculé à partir de l'ensemble de la population en âge de voter et non à partir du nombre d'électeurs inscrits, comme en France. Il semble donc beaucoup plus faible.

Ces résultats permettent de conclure que les membres d'une minorité se mobilisent très fortement pour un candidat issu de leurs rangs à la condition qu'ils ne se considèrent pas comme affiliés au parti adverse.

Le même type de comportement peut-il être attendu de la part des électrices américaines ? Une étude récente du Pew Research Center renseigne sur l'effet de mobilisation qu'exercerait une candidature féminine sur l'ensemble de l'électorat. Aux deux extrêmes, elle montre que 69 % des femmes démocrates souhaitent voir une femme élue à la présidence contre 16 % seulement des hommes républicains (*cf.* tableau ci-dessous). Le sondage révèle un double mouvement : d'une part, le désir d'une présidence féminine augmente à mesure que le groupement politique est plus à gauche ; d'autre part, les femmes y sont plus favorables que les hommes dans des proportions qui augmentent à mesure que les opinions se déplacent vers la gauche. Il y aura donc un effet de mobilisation fortement accru en faveur d'une femme candidate chez les femmes démocrates.

Souhaitez-vous personnellement voir une femme élue présidente de votre vivant ?⁷⁷

(% de réponses positives)	Républicains	Indépendants	Démocrates
Hommes	16 %	32 %	46 %
Femmes	20 %	45 %	69 %
Différence hommes/femmes en %	+25 %	+40 %	+50 %

On peut donc poser l'hypothèse que les femmes démocrates vont voter pour H. Clinton avec un taux de participation très élevé ; que les indépendantes ou non-affiliées voteront largement pour elle ; et que les républicaines ne changeront pas de parti pour voter HRC.

Selon les données Pew de 2014, 37 % des Américaines se déclarent démocrates, 35 % indépendantes et 23 % républicaines⁷⁸. Appelées à choisir entre les deux grands partis seulement, 52 % des femmes penchent alors pour les démocrates et 36 % pour les républicains, avec un nombre d'indécises équivalent à 12 points.

Si l'on reproduit de plus près le comportement de la communauté noire, on peut établir qu'au moins 23 % et jusqu'à 36 % de l'électorat féminin ne votera en aucun cas pour Hillary Clinton : ce sont les républicaines et celles qui « penchent pour les républicains ». De l'autre côté, au moins 37 % des Américaines voteront certainement pour la candidate démocrate (c'est-à-dire les démocrates revendiquées), peut-être même 52 % (c'est-à-dire celles

77. « Women and Leadership », Pew Research Center, 2015, *op. cit.*, p. 9.

78. Carroll Doherty, Rachel Weisel, « A Deep Dive into Affiliation, Sharp Differences by Race, Gender, Generation, Education », Pew Research Center, 7 avril 2015, p. 5.

qui « penchent pour les démocrates »), voire 78 % (démocrates et indépendantes additionnées), si la mobilisation est forte.

Le résultat final dépendra de la campagne menée par H. Clinton et par ses adversaires. Pendant les primaires, elle fait face au camp républicain, mais aussi aux autres candidats démocrates, dont le très gauchiste Bernie Sanders. Pendant la campagne nationale, elle s'opposera au candidat républicain.

Des choix de campagne décisifs

Première candidate femme créditée de sérieuses chances en 2008, Hillary Clinton avait à l'époque cherché à rassurer les tendances phalocrates de l'opinion publique américaine en projetant une image « virile ». Sans doute inspirée par son conseiller de l'époque Mark Penn, la candidate s'était exprimée avec détermination sur les questions de politique étrangère et de défense. Elle avait refusé à l'époque de désavouer son vote de 2002 en faveur de la guerre en Irak⁷⁹. Il est difficile avec le recul de savoir si le choix d'une telle attitude a été une erreur, ou si H. Clinton n'a fait que pâtir de l'envie de renouvellement incarnée à l'époque par Barack Obama.

La clef d'une candidature efficace pour HRC tient aujourd'hui à sa capacité de proposer une image positive d'elle-même, tout en dépassant les particularités de sa personne pour parler au nom de tous. Elle table désormais sur une image apaisée et moins agressive, mettant en avant la naissance récente de sa première petite-fille⁸⁰. Elle est aidée pour cela par la forte stature internationale acquise grâce à ses quatre années de Secrétaire d'État. H. Clinton devrait cette fois-ci endosser les habits d'une autorité plus féminine, rompant sans doute avec l'image des Dames de fer traditionnelles que sont par exemple Golda Meir ou Margaret Thatcher pour assumer l'image d'un matriarcat conciliateur et s'adresser à toutes les catégories de population.

Pour autant, il lui faudra construire un discours spécifique vis-à-vis des différentes subdivisions de l'électorat féminin, s'exprimant s'il le faut, mais sans doute à dose homéopathique, sur les *women's issues*.

Service minimum auprès des Africaines-Américaines

Par la voix de leurs militantes, les femmes noires ont fait savoir qu'elles ne se laisseraient pas séduire aussi facilement par Clinton

⁷⁹ Ce qu'elle fait désormais. Adam Lerner, « Hillary Clinton Says Her Iraq War Vote Was a 'Mistake' », *Politico*, 19 mai 2015.

⁸⁰ Ruth Marcus, « Hillary's Gender Comfort », *Realclearpolitics*, 12 octobre 2014.

que par Barack Obama en son temps⁸¹. Elles attendent de véritables engagements de H. Clinton sur les sujets qui les intéressent, c'est-à-dire les violences policières, les restrictions du droit de vote dans le Sud, les différences de salaire entre Blanches d'un côté, Noires et Latinos de l'autre. Il n'est pas certain qu'elles obtiennent satisfaction.

En effet, comme on l'a vu, les Africains-Américains votent déjà en majorité pour les démocrates. Une désaffection des femmes noires pour Clinton les amènerait à s'abstenir et non à voter pour l'adversaire républicain. De plus, elles ne représentent qu'environ 7 % de l'électorat total. La marge de progression est donc faible. Il est vrai qu'un candidat ne doit négliger aucune voix. H. Clinton se contentera sans doute d'activer à l'intention de ce segment de l'électorat le thème du rétablissement des opportunités pour les classes moyennes qu'elle a déjà mis en avant lors du lancement de sa campagne.

Cependant, s'il s'avère que Bernie Sanders, candidat à l'investiture démocrate et « socialiste » revendiqué, suscite un fort engouement dans les sondages, la candidate pourrait être amenée à radicaliser son discours pendant les primaires, par exemple sur la question du contrôle des institutions financières ou sur celle de la hausse du salaire minimum fédéral. Ce dernier thème pourrait renforcer le soutien de la communauté noire.

Un récit apaisé face aux médias conservateurs

Les femmes blanches, pour leur part, représentaient environ 32 % de l'électorat en 2010. On sait qu'elles n'ont pas voté démocrate lors des récentes présidentielles (cf. tableau page 13) car elles sont en majorité républicaines. H. Clinton ne devrait pas réaliser un bon score auprès d'elles ; elle dispose donc en théorie d'une forte marge de progression dans ce segment de population. Quelles chances a-t-elle d'améliorer son score ?

Hillary Clinton a été un personnage très polarisant, notamment dans les années 1990 lorsqu'elle était Première dame. La presse de droite listait à l'époque les scandales liés au couple présidentiel : les investissements immobiliers douteux de l'affaire Whitewater dans les années 1970 et 1980, le suicide en 1993 de leur conseiller Vince Foster, les investigations liées au bureau des voyages de la Maison-Blanche (*Travelgate*), et bien sûr les infidélités répétées du président. Le scandale Monica Lewinski avait d'ailleurs créé une désaffection pour HRC jusque dans les rangs des femmes démocrates, qui en voulaient à la Première dame de ne pas divorcer avec fracas.

Dans l'actuelle campagne, les communicants républicains tâchent de mieux sélectionner les thèmes de leurs critiques contre

81. Imani Gandy, « Hillary Clinton Can't Afford to Ignore Black Women », RH Reality Check, 14 avril 2015.

Hillary Clinton⁸². En effet, ils ont compris que les attaques d'ordre privé contre la candidate démocrate pouvaient se retourner contre les républicains : si ces derniers en viennent à être perçus comme misogynes, les électrices pourraient alors prendre parti pour HRC. L'objectif des républicains est de peindre une image négative de la candidate démocrate comme arrogante, assoiffée de pouvoir et d'argent, et déconnectée des réalités de l'Amérique *mainstream*.

De son côté, H. Clinton s'efforce de séduire ces femmes de la classe moyenne blanche qui, après tout, lui ressemblent fort. Il n'y a donc pas de surprise à la voir déployer un récit (« *a narrative* ») sur son parcours de femme active, sa famille et son statut de grand-mère, qui a pour objectif de renforcer l'effet d'identification avec cet électorat. Parmi les premières vidéos de campagne sorties à l'été 2015, l'une retrace le parcours édifiant de Dorothy Rodham, la mère de la candidate, d'autres présentent l'ensemble des activités favorables à la famille entreprises par HRC au cours de sa carrière. Faire campagne sur les différentes *women's issues* telles que les questions de contraception, le financement des congés maternité et des garderies sera en revanche plus risqué auprès de cet électorat. Les thèmes de son programme qui feront l'objet de publicités particulières seront sélectionnés en fonction des développements de la campagne.

Les femmes blanches sont l'une des catégories de population auprès desquelles H. Clinton a le plus à gagner. Gardons à l'esprit cependant que sa stratégie politique la conduira à mener des campagnes spécifiques envers toutes les catégories de l'électorat américain, hommes inclus, au cours de la longue campagne pour les élections de novembre 2016. Il paraît d'ailleurs difficile d'émettre des prédictions sur le succès d'une candidate qui n'a pas encore passé le stade des primaires de son parti, et dont les faiblesses en termes de communication et de caractère sont connues.

82. Hanna Rosin, « Among the Hillary Haters », *The Atlantic*, mars 2015, p. 61-68.

La collection des Potomac Papers

Jeffrey Mankoff « U.S.-Russia Relations : the Path Ahead after the Crisis », n° 22, décembre 2014

Eric Gatefin, « *Homeland*, une série de l'ère Obama », n° 21, septembre 2014

Olivier Sichel, « L'échiquier numérique américain. Quelle place pour l'Europe ? », n° 20, septembre 2014

Laurence Nardon, « Réduire la taille des portions, les guerres alimentaires aux États-Unis », n° 19, juillet 2014

Guy Hervier, « Ohio : la renaissance ? », n° 18, octobre 2013

Aurélié Godet, « La crise idéologique du Parti républicain », n° 17, juin 2013

Gabrielle Durana, « États-Unis : le rôle de l'État dans le soutien à l'innovation », n° 16, avril 2013

Herman Schwartz, « Don't Bank on Change: Finance and Regulatory Reform in the U.S. », n° 15, septembre 2012

Anne-Lorraine Bujon, « L'irrésistible ascension des mormons américains », n° 14, juin 2012

Anne Deysine, « Argent et élections aux États-Unis : la campagne de 2012 », n° 13, juin 2012

Nicol C. Rae, « The Democratic Party under Obama and Beyond », n° 12, mars 2012

Gilbert N. Kahn, « Jewish Activism in the United States: Is J Street a Passing Phenomenon ? », n° 11, février 2012

Laurence Nardon, « Le conservatisme texan », n° 10, janvier 2012

Navtej S. Dhaliwal, « U.S. Demographics: the Hispanic Boom », n° 9, septembre 2011

Yves-Marie Péréon, « L'anti-environnementalisme, nouveau thème des conservateurs américains », n° 8, septembre 2011

Gabrielle Durana, « La Californie en 2011, entre dynamisme et entraves », n° 7, juin 2011

Larry J. Sabato, « Where Now for Obama ? », n° 6, janvier 2011

Sylvie Laurent, « Où va l'école américaine ? », n° 5, octobre 2010

Page Somerville Robinson, « I'm not a Feminist, but...: a Comparative Analysis of the Women's Movement in the US and France », n° 4, septembre 2010

François Vergniolle de Chantal, « Internet et politique », n° 3, juin 2010

Anne-Lorraine Bujon, « Au cœur de l'Amérique, le mouvement des Tea Parties », n° 2, février 2010

Yves-Marie Péréon, « À la veille de Copenhague, Obama et l'environnement », n° 1, novembre 2009

Téléchargez ces notes gratuitement sur le site de l'Ifri : www.ifri.org
Suivez l'actualité du programme États-Unis sur Twitter : [@LaurenceNardon](https://twitter.com/LaurenceNardon)